BERNARD, Jean-Paul, *Les Rouges : libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle*. Montréal, les Presses de l'Université du Québec, 1971. 394 p., cartes et tableaux. Préface de Fernand Dumont. \$8.50.

Philippe Sylvain

Volume 25, numéro 4, mars 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303130ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303130ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sylvain, P. (1972). Compte rendu de [BERNARD, Jean-Paul, *Les Rouges : libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle*. Montréal, les Presses de l'Université du Québec, 1971. 394 p., cartes et tableaux. Préface de Fernand Dumont. \$8.50.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 25(4), 565–568. <https://doi.org/10.7202/303130ar>

COMPTES RENDUS

BERNARD, Jean-Paul, *Les Rouges: libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle*. Montréal, les Presses de l'Université du Québec, 1971. 394 p., cartes et tableaux. Préface de Fernand Dumont. \$8.50.

Nous sommes en présence d'un ouvrage qui comble un vide marqué dans l'historiographie québécoise. En effet, les Rouges n'avaient été l'objet que d'études partielles et trop souvent partiales. Grâce à des recherches approfondies, le professeur Bernard nous donne enfin la monographie que nous attendions depuis longtemps.

Après une introduction dans laquelle il passe au crible les pages que les historiens, depuis Louis-Philippe Turcotte, avaient consacrées au mouvement démocratique, l'auteur décrit la méthode qui lui a permis d'établir la cohérence des thèmes libéraux et les liens existant entre le radicalisme politique, l'anticléricalisme et le nationalisme. Cette introduction se termine par le plan de l'ouvrage. Le premier chapitre situe les origines du parti rouge dans les années qui précédèrent et celles qui suivirent 1837. Le deuxième (1847-1852) étudie l'époque du journal *l'Avenir* et la première formulation de l'idéologie des Rouges. Le troisième (1852-1858) va de la naissance du *Pays* jusqu'au conflit ouvert entre l'Institut canadien et l'évêque de Montréal, Mgr Ignace Bourget. Le quatrième (1858-1863) se termine aux élections de 1863 et à la tentative de réconciliation avec le clergé. Le cinquième (1863-1867) rappelle les deux échecs définitifs des Rouges, l'un aux mains de leurs adversaires politiques lors de l'établissement de la Confédération, l'autre face à l'intransigence de l'autorité ecclésiastique.

Pour reconstituer ce mouvement, l'auteur a consulté une masse imposante de documents, manuscrits et imprimés, qu'il énumère dans sa bibliographie, rejetée à la fin de l'ouvrage. Viennent en premier lieu les archives de la chancellerie de l'archevêché de Montréal. Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette histoire que c'est dans les archives ecclésiastiques que l'on trouve le plus de pièces autographes des Rouges ! Par contre, les familles, devenues allergiques à des thèses plus ou moins extrêmes, ont trop souvent voué aux flammes des documents qui, aujourd'hui, éclaireraient d'un jour plus sûr la démarche intellectuelle de tel chef de file de l'Institut canadien, par exemple d'un Louis-Antoine Dessaulles. Anéantissement qui préludait à un silence significatif sur une carrière trop controversée. En lisant le *Journal d'Henriette Dessaulles* (Montréal, 1971), je n'ai pas été médiocrement surpris de constater que la fille de Georges-Casimir Dessaulles ne faisait pas une seule fois mention de son oncle !

Ce n'est donc pas à Saint-Hyacinthe, mais à Montréal, aux archives de l'archevêché, que l'on peut consulter une liasse de manuscrits provenant des Rouges, en particulier de L.-A. Dessaulles et de Gonzalve Doutre, manuscrits qui constituent la part la plus importante du dossier 901.135, inti-

tulé: *Institut canadien — correspondance (1847-1876)*, mis à la disposition des chercheurs il y a quelques années seulement et auquel Lionel Groulx n'avait pas eu accès lorsqu'il préparait son étude sur "Un mouvement de jeunesse vers 1850".

Les journaux jouent nécessairement un rôle essentiel dans la diffusion d'une idéologie, mais dans le cas du libéralisme montréalais, la place assumée par la presse est primordiale. Comme les archives de l'Institut canadien ont disparu, soit qu'elles aient été détruites par l'incendie de 1850, soit que les procès-verbaux des réunions qui ont eu lieu après cette date demeurent introuvables, il faut se reporter à *l'Avenir* et au *Pays*, qui annonçaient les réunions des membres, reproduisaient l'essentiel des procès-verbaux et résumaient les *lectures* des conférenciers. C'est aussi dans ces deux journaux que se sont définies avec le plus de précision, au feu de la polémique, les thèses essentielles du rougisme. M. Bernard a donc eu raison de consulter de très près ces deux feuilles libérales.

L'auteur a joint à son ouvrage trois appendices documentaires. L'appendice 1 est un tableau cumulatif, en pourcentage, des tendances du vote selon les régions, pour les élections de 1851 à 1867. L'appendice 2 comprend quatorze cartes, très parlantes, illustrant les tendances manifestées par la répartition du vote pour les élections de 1851 à 1867. L'appendice 3 reproduit le manifeste électoral de Jean-Baptiste-Eric Dorion aux électeurs du comté de Champlain pour les élections de 1851.

Héritiers, en quelque sorte, de l'idéologie des Patriotes, les Rouges ont été les témoins, engagés et critiques, des compromis qui conduisirent à l'acceptation de l'Union de 1840 et de la Confédération de 1867. Parce que le clergé se rangea du côté du parti qui rendit possible ces compromis, il s'ensuivit entre lui et les libéraux une opposition d'autant plus irréductible que les thèses soutenues par les deux groupes étaient contradictoires. Pour mieux illustrer cette opposition idéologique, il eût fallu, à mon avis, cerner d'une façon plus décisive les principes philosophiques et théologiques qui sous-tendaient le néo-ultramontanisme. L'explication suivante est nettement insuffisante: "Sans doute n'a-t-on pas tort de croire que la philosophie politique qu'on a enseignée à ces ecclésiastiques du milieu du XIX^e siècle ne les prédispose pas outre mesure à défendre la cause démocratique." (p. 86-87) L'Eglise de Mgr Bourget et de Mgr Lafleche était celle de Pie IX. Je sais bien que c'est un truisme que de l'écrire, mais en fait nos historiens l'oublient trop souvent. Si l'Eglise catholique, à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, s'opposa avec une telle vigueur aux thèses libérales, c'est parce que les libéraux, là où ils étaient installés au pouvoir, au Piémont, en Belgique, dans les pays d'Amérique latine, s'acharnaient à vouloir prouver que, pour eux, la séparation de l'Etat et de l'Eglise équivalait à la destruction des œuvres de cette dernière. A cette sécularisation à outrance l'Eglise brandit son *non possumus* par l'encyclique *Quanta cura* et le *Syllabus*.

M. Bernard fait justement remarquer que le "credo national" du Canada français se cristallisa dans ce contexte de refus passionné. L'Eglise, en proie à une angoisse obsidionale, s'enfermait dans une sorte de ghetto. Pour reprendre l'interprétation de Jean-François Six dans son ouvrage *Du Syllabus*

au dialogue (Paris, 1970), le *Syllabus* était avant tout "un acte de peur", qui relevait "des mécanismes de défense dont parlent les psychologues". (p. 11)

L'intransigeance du clergé canadien à l'endroit des thèses extrêmes qu'agitaient les libéraux relevait de mécanismes identiques. L'ultramontanisme clérical rejoignait les positions de la fraction conservatrice de la petite bourgeoisie qui avait accepté l'Union et qui s'apprêtait à collaborer à l'établissement de la Confédération. La liaison étroite entre le clergé et les conservateurs avait scellé le sort des Rouges qui, dès 1867, reconnaissaient confusément que le Canada français leur échappait irrémédiablement. Condamné par Rome en 1869, l'Institut canadien ne prolongera une existence précaire que pendant quelques années. Le libéralisme des Dessaulles et des Doutre avait vécu.

L'ouvrage foisonnant de M. Bernard fait défiler devant nos yeux une foule de personnages. Parce que le souvenir de la plupart d'entre eux a sombré dans l'oubli, n'était-il pas indispensable d'indiquer leurs prénoms pour les identifier clairement? Ainsi on aimerait avoir les prénoms des candidats aux élections, p. 97-100, 116-120, 146-150, 188-192, 226-230, 298-307.

L'abbé O'Reilly se prénommaient Bernard et le sulpicien Pinsonnault, Pierre-Adolphe (p. 45). Quant au rédacteur en chef du *Courrier du Canada*, il avait comme prénoms *Joseph-Charles* et non Jean-Charles Taché (p. 136). L'abbé Alexis-Frédéric Truteau fut vicaire général du diocèse de Montréal. L'auteur lui confère indûment le titre de *monsignor* (p. 209, etc.) sans jamais mentionner ses prénoms.

Les historiens sont d'accord pour orthographier George-Etienne Cartier, sans *s* final au premier prénom (p. 115).

La clef de certains rébus serait la bienvenue comme, par exemple, qui était en 1854 "le père Veillot II" (p. 109) ou "l'Escobar de la Minerve" (p. 123)? Il s'agissait sans doute de Raphaël Bellemare, attaché depuis le 18 août 1847 à la rédaction de l'organe du parti conservateur et à qui l'ultramontain Henry de Courcy, dans une lettre du 2 février 1854, écrivait qu'il appréciait fort "le bon esprit et la sage direction" du journal.

Les lecteurs auraient été reconnaissants à l'auteur si, en plus d'un index thématique des sujets, il leur avait donné un index onomastique. Il y a là, dans un ouvrage de cette importance, une lacune grave.

Enfin il faut déplorer l'existence d'un trop grand nombre de coquilles. Une lecture attentive des épreuves eût permis d'éliminer la plupart de ces fautes typographiques. Quelques-unes sont tout simplement cocasses comme, par exemple, la campagne de Chiniquy en faveur de la *température* (p. 90), l'allocation de Pie IX (p. 164), etc. D'autres constituent des erreurs historiques avérées, comme de faire s'opposer à Québec en 1837 deux journaux, le *National* et le *Courrier du Canada* (p. 122), alors que le premier numéro de ce dernier paraissait le 2 février 1857.

Mais ce ne sont là que des imperfections qui n'enlèvent rien à la valeur fondamentale d'un ouvrage qui nous en apprend beaucoup sur un mouvement qui n'avait pas encore fait l'objet de recherches aussi poussées, et qui remet en lumière des hommes qu'une historiographie conservatrice avait enseveli dans d'épaisses ténèbres. Il faut féliciter M. Bernard de s'être attaqué à un sujet complexe et, à force d'intelligence, de ténacité et de méthode, d'en avoir fait un exposé exact et vivant.

PHILIPPE SYLVAIN

*Département d'histoire
Université Laval*